

les armes à tout le monde indistinctement, même aux administrateurs. Je m'étais rendu à cette assemblée pour y faire sentir la nécessité de ces mesures, mais je m'aperçus que le parti jacobin se faisait craindre. Je vis bien qu'il n'y avait plus à délibérer, et qu'il fallait se retirer. Je ne croyais cependant pas, je l'avoue, être forcé d'exécuter ma sortie cette nuit-là même ; je voulais attendre le résultat de la députation des sections, bien persuadé que la réponse des féroces proconsuls serait des ordres de se rendre, avec des menaces horribles, et qu'alors beaucoup de Lyonnais, ne doutant plus de leur situation, se décideraient à quitter leur ville. Ce parti était dicté par l'étude et la connaissance des esprits, car on était généralement disposé à rester ; les uns espéraient pouvoir se cacher, les autres disaient : mais que veut-on nous faire ? et l'on doit les plaindre, loin de les blâmer, de n'avoir pas soupçonné toute l'atrocité de leurs ennemis. Mais si les Lyonnais avaient senti leurs véritables intérêts, ils auraient suivi mon conseil, et, se portant en masse aux postes et aux remparts, ils auraient intimidé et peut-être obtenu des conditions. Ce mouvement aurait de plus eu l'avantage de faciliter ma sortie et de la rendre plus nombreuse.

Le 8, vers six heures du soir, l'ennemi mit le feu au collège de Saint-Irénée, et profita de cet accident pour attaquer la porte de ce nom. Elle avait été presque évacuée, ainsi que celle de Trion, et il l'emporta après une légère résistance ; mais il fut arrêté par des batteries et des retranchements qui avaient été élevés à la réunion des rues des portes Saint-Irénée et de Trion.

Cet événement ne me décida pas encore sur le champ à la sortie. La porte de Trion et la batterie de Loyasse n'étaient point forcées. L'ennemi avait été arrêté et ne faisait point de progrès, et j'espérais me soutenir la journée du 9 ; mais, ayant